



# Les cafés de la statistique

"La statistique éclaire-t-elle les questions de société" ?

Soirée du 17 mars 2009

## « Le citoyen informé »

### *Synthèse des débats* <sup>[\*]</sup>

*En France aujourd'hui, les citoyens sont-ils correctement informés : notamment grâce aux statistiques, qui donnent une image de la réalité d'ensemble au delà des vues particulières et des opinions ?*

*Etre bien informé suppose qu'existe une information de qualité et qu'on y ait accès. Mais il faut d'abord que l'information existante soit celle dont le citoyen a besoin ; qui joue (ou devrait jouer) un rôle pour une information pertinente ? Ensuite, il faut qu'elle soit accessible ou que les médias la mobilisent correctement. Enfin, il faut que le destinataire sache la comprendre, ce qui pose la question de l'éducation : en particulier, qu'il soit averti que la vue d'ensemble fournie par la statistique ne doit pas nécessairement coïncider avec sa propre perception.*

*La statistique publique et les médias jouent-ils leur rôle face aux acteurs sociaux ou politiques qui tirent l'information à leur avantage ?*

#### **Invité :**

**Philippe Frémeaux**, délégué général de l'Institut pour le développement de l'information économique et sociale.

#### **Exposé introductif :**

C'est en tant que délégué général de l'Institut pour le développement de l'information économique et sociale (IDIÉS) que l'intervenant s'exprime. Mais son métier est celui de journaliste, puisqu'il dirige la rédaction du magazine « Alternatives Economiques ». Un métier qui n'est pas sans rapport avec le thème de cette soirée.

**Alternatives Economiques** a été fondé en 1980 : le projet de Denis Clerc était d'offrir au citoyen un outil de vulgarisation économique au sens noble du terme, qui donne à chacun le moyen de comprendre les questions économiques sans que leur technicité voile les arbitrages politiques. L'ambition était de montrer qu'il n'y avait pas « une seule politique possible », contrairement à ce que Raymond Barre affirmait à l'époque.

---

<sup>[\*]</sup> Pour l'exposé liminaire, le présent texte est reformulé à partir des notes du secrétariat suivant le plan de l'orateur. En revanche, le contenu des échanges est structuré en quelques thèmes, sans suivre l'ordre chronologique. Par ailleurs, on a choisi de ne pas attribuer nominativement les propos échangés. Ceux-ci ont été reconstitués à partir des notes du secrétariat sans reprendre leur formulation détaillée. Lorsqu'un point est évoqué sous forme d'une question, ce qui vient ensuite ne retrace pas la seule réponse de l'invité, mais l'ensemble des contributions des participants.

Depuis, le journal a progressivement atteint son objectif, passant de 1 500 exemplaires à l'origine – lus par un public étroit de militants – pour atteindre une diffusion mensuelle payante de plus de cent mille exemplaires et plus d'un million de lecteurs, ce qui en fait le second mensuel économique.

Ce résultat a été atteint grâce, notamment, à l'utilisation du magazine par les enseignants, qui y ont vu une publication moins orientée que d'autres vers les cadres supérieurs ou les épargnants, un outil moins inféodé aux milieux des décideurs, accessible à des élèves et étudiants à qui il s'agissait de décrire et expliquer le monde économique et social, et non de fournir une information opérationnelle destinée à la prise de décision ni de donner l'illusion de faire partie du cercle des décideurs...

Cette utilisation a dopé les ventes et permis de dégager les moyens de toucher un public élargi désireux de disposer d'une information économique et sociale indépendante et de qualité. Alternatives Economiques est ainsi devenu un magazine comme les autres dans sa forme et par le caractère professionnel de son équipe rédactionnelle, tout en demeurant différent par les thèmes qu'il aborde, par son mode de traitement de l'information et, bien entendu, par son indépendance de ton.

**L'Idies (Institut pour le développement de l'information économique et sociale)**<sup>1</sup>, a été créé en réponse à la mise en place d'un Codice (Conseil pour le développement de la culture économique) par Thierry Breton, ministre de l'économie et des finances du gouvernement Villepin, en 2007. Cette initiative des pouvoirs publics a tout de suite suscité de la méfiance. Certes, il n'est pas illégitime que l'Etat, en tant qu'acteur majeur du jeu économique et social, se préoccupe de la culture économique des Français, mais le soupçon est aussitôt né que le Codice avait pour objectif de mettre les moyens de l'Etat au service de la diffusion d'une bonne parole légitimant sa politique et valorisant ses résultats. Du développement de la culture à la tentation de la propagande il n'y a qu'un pas et le site Kezeco<sup>2</sup>, créé à l'initiative du Codice à destination des jeunes, montre que la frontière est parfois ténue.

De fait, le diagnostic qui a sous-tendu la création du Codice était bien que le manque de culture économique des Français expliquerait leur méfiance à l'égard de l'économie de marché et leur propension à chercher des réponses inadaptées aux peurs que suscitent le fonctionnement actuel de l'économie et les mutations dont elle fait l'objet, qu'elles se nomment mondialisation ou financiarisation. Tout cela se passant bien évidemment avant que le président Sarkozy ne pourfende - crise oblige - les excès du capitalisme...

Le Codice s'est donc donné pour but de réduire les inquiétudes engendrées par les mutations de l'économie en partant de l'idée qu'elles disparaîtraient si les Français accédaient à cette « culture économique » qui leur fait défaut aujourd'hui. Comme s'il suffisait d'expliquer aux Français le comment et le pourquoi des choses pour les réconcilier avec l'économie telle qu'elle est.

Or, le fait que tous les Français n'aient pas fait des études poussées d'économie n'empêche pas un grand nombre d'entre eux d'avoir un avis qui n'est pas nécessairement erroné sur le fonctionnement de l'économie. En matière d'emploi, d'inflation, d'évolution du pouvoir d'achat, leur vision ne correspond pas nécessairement à celle qu'en donnent les dirigeants ou la statistique officielle (ni aux conventions qui la fondent). Mais la vision officielle est-elle toujours pertinente en matière d'emploi,

---

<sup>1</sup> L'Idies se propose de rassembler tous les acteurs qui contribuent à transmettre la culture économique et sociale ainsi que tous ceux - entreprises, syndicats, associations, etc. - qui partagent la conviction que les questions économiques et sociales doivent être placées au coeur de la délibération démocratique. Site [www.idies.org](http://www.idies.org) L'appellation d'institut ne doit pas tromper : les moyens de l'Idies sont modestes !

<sup>2</sup> [www.kezeco.fr/-kezeco-tv-](http://www.kezeco.fr/-kezeco-tv-)

de mesure de l'inflation ou d'évolution du pouvoir d'achat ? La prise en compte dans les statistiques officielles de la précarité ou du temps partiel contraint est demeurée longtemps très insuffisante. Quand les Français estiment que l'enchaînement de contrats précaires ne constitue pas un vrai travail et qu'en conséquence le chômage demeure élevé à leurs yeux, ils n'ont pas tort, même s'ils ne sont pas au fait des querelles sur l'utilisation des données issues de l'enquête sur l'emploi. S'ils constatent que certains prix quotidiens s'accroissent, que leurs dépenses contraintes augmentent et qu'en conséquence ils n'ont pas plus d'argent disponible, ils n'ont pas tort non plus d'estimer que l'euro a fait « augmenter les prix » ou « baisser le pouvoir d'achat », d'autant plus que la mesure de l'évolution des prix prend toujours mal en compte le coût du logement. En outre, les chiffres sur lesquels l'Insee communique le plus souvent, quand il parle de l'évolution du pouvoir d'achat des ménages, sont ceux qui mesurent l'évolution du pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages, sans associer directement à ce résultat l'évolution du nombre des ménages ou la répartition de ces gains entre ménages, ce qui, ces dernières années, a posé de sérieux problèmes, notamment après les dernières réformes de l'impôt sur le revenu. Certes, en interrogeant plus avant les responsables de l'Insee, on trouve des données sur les gains qu'en ont tirés les plus hauts revenus... mais il faut les demander pour pouvoir y accéder. S'il est juste de dire dans le texte de présentation de cette soirée que le citoyen doit être « averti que la vue d'ensemble fournie par la statistique ne doit pas nécessairement coïncider avec sa propre perception », l'inverse est également vrai : il serait bon que les statisticiens réalisent que leurs représentations posent parfois problème aux citoyens tant elles viennent contredire ce que ces derniers ressentent, souvent avec des raisons intéressantes à analyser.

Cela ne signifie pas faire de la démagogie, comme l'a fait trop souvent Nicolas Sarkozy durant sa campagne présidentielle, voire après, mettant en cause de manière simpliste et choquante le travail de l'Insee ou la politique de la Banque centrale européenne. L'enjeu, et cela concerne aussi bien le système statistique que les médias, est de réconcilier le ressenti des ménages, quand il se fonde sur une réalité et non sur la rumeur, et la réalité statistique, plus construite, mais dont les conventions méritent souvent d'être revisitées.

La question de la culture économique des Français n'est donc pas seulement une affaire d'offre d'information qu'il faudrait imposer d'en haut à des récepteurs qu'il faudrait « éduquer » pour ne pas dire « rééduquer ». Elle suppose aussi, par une démarche plus inductive, de comprendre les représentations les plus communes et ce qui a contribué à les former. C'est à cette condition qu'on peut convaincre sans faire de la propagande et permettre à chacun de participer au débat démocratique sur les questions économiques et sociales. Ainsi, certaines représentations simplistes disparaissent dès qu'on engage la discussion sans adopter la posture d'autorité du « sachant » et qu'on explique aux gens que leur ressenti n'est pas injustifié. Tous les enseignants le constatent, année après année, quand ils expliquent à leurs élèves les coûts et avantages du progrès technique (considéré a priori comme destructeur d'emplois) ou de l'échange international (contre les conséquences duquel le réflexe est toujours le protectionnisme)...

Des citoyens mieux au fait des questions économiques et sociales renonceraient à l'envie de renverser la table ou au sentiment qu'on n'y peut rien et que rien ne changera jamais. Mieux comprendre, c'est évaluer plus justement les contraintes auxquels nous sommes soumis ; c'est aussi prendre la mesure des marges de manœuvre existantes et devenir capable, sur ces bases, d'imaginer les alternatives possibles aux modes de fonctionnement actuel de l'économie.

Agir pour développer la culture économique des Français est donc tout sauf un faux problème. A condition de mener cette réflexion sur une base pluraliste, en ayant pour objectif non pas une normalisation idéologique, mais un approfondissement de la qualité de notre vie démocratique. C'est dans ce but qu'a été créé l'Institut pour le développement de l'information économique et

sociale. L'Idies a estimé que la qualité de l'information des citoyens dépendait de quatre grands chantiers : l'enseignement de l'économie, le traitement des questions économiques et sociales par les médias, la qualité du système statistique, l'information des parties prenantes à la vie économique et sociale dans leur travail<sup>3</sup>. Les propos qui suivent sont centrés sur les trois premiers points.

### **Un outil statistique à développer**

L'enjeu de ce chantier est de contribuer à faire progresser la statistique publique en termes de qualité des données permettant un débat éclairé sur l'état de notre société, en termes de complétude (ex : revenus du patrimoine), mais aussi de fraîcheur des résultats (ex : décalage entre la date de disponibilité des résultats sur l'emploi, la pauvreté, etc. et le calendrier du débat politique). En termes de statut également, de manière à garantir l'indépendance de l'institution statistique, ce qui ne veut pas dire, bien évidemment, ne pas avoir à tenir compte des besoins sociaux. Sur ce plan, les récents décrets instituant l'Autorité de la statistique publique et réformant le Conseil national de l'information statistique appelleront bien des critiques. A ces exigences s'ajoute celle d'un plus grand pluralisme des structures à même de fournir une expertise et un commentaire de qualité sur les données primaires. Sans remettre en cause le double rôle de producteur et d'analyste de l'Insee, auquel ses agents sont très attachés, développer des organes indépendants, aptes à communiquer avec les médias est d'autant plus nécessaire que ceux-ci ont une très faible capacité à analyser les données qui leur sont transmises et sont très peu demandeurs de données non publiées.

### **Des médias qui délaissent les questions économiques et sociales de fond**

Si les questions économiques et sociales sont de moins en moins placées au cœur de la délibération démocratique, c'est aussi faute d'une information de qualité sur leurs enjeux et sur les choix possibles. Le journalisme politique tend en effet à se concentrer exclusivement sur les questions tactiques (quand ce n'est pas sur une approche « people » du genre Ségolène, Martine et les autres) tandis que le journalisme économique, ces dernières années, a été de plus en plus centré sur les stratégies d'entreprise et les enjeux financiers et a délaissé les enjeux socio-économiques.

Globalement, les questions économiques et sociales sont considérées comme « difficiles », « rebutantes » pour le téléspectateur, l'auditeur ou le lecteur. Elles ne permettent guère de raconter des histoires. Les médias ont à la fois un rôle d'information et de divertissement. Or, l'économie et le social se prêtent mal à cette deuxième dimension : c'est un domaine peu spectaculaire (quelles images sont-elles parlantes, en dehors de celles des conflits sociaux ?), souvent technique, et qui a le lourd handicap de renvoyer à leurs préoccupations professionnelles des consommateurs de médias qui ont légitimement le désir de se changer les idées après leur journée de travail.

En outre, les journalistes, de par leur formation, sont peu enclins à s'intéresser à ces questions. Très majoritairement littéraires, dotés d'une formation économique superficielle – seule l'élite du journalisme est passée par l'Institut d'études politiques de Paris – ils ont généralement peu de goût pour les chiffres<sup>4</sup> et pour le raisonnement scientifique : ils confondent trop souvent corrélation et causalité, maîtrisent mal les pourcentages et se mélangent dans les unités. Le chiffre a souvent une valeur purement décorative dans un papier, ou sert d'argument d'autorité sans que sa portée soit discutée.

---

<sup>3</sup> Sur ce dernier point, l'enjeu est de promouvoir toutes les initiatives pour donner une meilleure compétence à toutes les parties prenantes à la vie des entreprises, et pas seulement aux dirigeants et aux actionnaires.

<sup>4</sup> Ce qui fait parfois les délices de Pénombre.

Les tableaux sont interdits parce que trop riches, peu lisibles sans un long travail. On recourt donc à une infographie proposant des courbes bien marquées, quitte à tricher sur l'échelle, avec une titraille qui dit déjà ce que le lecteur doit avoir compris du graphique. Cette approche démonstrative est une insulte à l'intelligence du lecteur mais constitue de fait la norme. Enfin, peu de journalistes, faute de temps ou de compétences, se donnent la peine de vérifier les sources, ou d'interroger les méthodes. En témoignent les reprises multiples de la récente enquête réalisée par Alternatives Economiques sur l'usage des paradis fiscaux par les entreprises françaises, reprises qui ne se sont qu'exceptionnellement accompagnées de questions sur la méthode de l'enquête...<sup>5</sup>

Le traitement des questions économiques et sociales par les médias est cependant loin d'être uniforme. Certains font bien leur travail et répercutent comme il convient les travaux de production statistique ou d'études des différents organismes publics et privés. En fait, la qualité de l'information économique et sociale varie selon la nature des médias et surtout selon le public auquel ceux-ci s'adressent. On ne peut donc porter un jugement sans avoir brossé un panorama de l'offre d'information économique et sociale actuelle<sup>6</sup>. Alors que les décideurs peuvent accéder à une information d'assez bonne qualité, adaptée à leurs besoins et orientée en fonction de leur position sociale, le grand public, les citoyens ne disposent, en matière économique et sociale, que d'une information insuffisante, souvent technique, et non critique. Cette tendance s'est aggravée au cours des dernières décennies sous l'effet du consensus mou autour des valeurs de la démocratie de marché, dominant chez les journalistes, pour la plupart issus de milieux favorisés et formatés par les mêmes écoles. Il traduit aussi la logique éditoriale des grands médias, qui privilégient les thèmes plus vendeurs ou une logique de service au lecteur.

### **Un enseignement qui donne peu de place aux questions économiques et sociales**

Au sein du système éducatif, les questions économiques et sociales demeurent encore largement absentes. Plus précisément, la vision de l'économie et de la société que transmet le système éducatif aux jeunes en formation est d'abord véhiculée par des enseignements qui poursuivent d'autres objectifs. Certes, des éléments de culture économique sont inclus dans le socle commun auquel doivent accéder tous les collégiens, mais cela reste marginal. En fait, à part les enseignements à caractère technologique à visée professionnelle, qui comportent une part d'enseignements à caractère général de qualité, la seule discipline où les questions économiques et sociales sont traitées comme telles, comme objet de connaissance scientifique et de culture générale permettant d'accéder à la citoyenneté, est celle des Sciences économiques et sociales, enseignées aujourd'hui à un peu moins de la moitié des élèves de seconde de l'enseignement général, puis au sein de la filière ES. Cet enseignement concerne donc aujourd'hui une part non négligeable des jeunes générations, mais il demeure contesté dans son contenu voire dans ses méthodes à la fois par le monde patronal, qui rêve d'un enseignement plus aligné sur ses préoccupations et par une partie du monde universitaire, qui aimerait le voir se transformer en propédeutique à l'enseignement supérieur de sciences économiques.

L'Institut de l'entreprise et son président, Michel Pébereau, réclament ainsi un enseignement purgé des questions qui font débat, notamment des questions macro-économiques, jugées insuffisamment robustes pour être enseignées au lycée. Certes, l'enseignement doit transmettre des savoirs robustes,

---

<sup>5</sup> Au passage, reconnaissons que le parti pris des statisticiens à donner des résultats aux conclusions incertaines associés à de multiples notes venant les nuancer ne facilite pas la tâche des journalistes.

<sup>6</sup> Voir en annexe 1 le panorama proposé par Philippe Frémeaux.

mais il doit aussi assurer l'éveil à l'esprit critique, en montrant que les vérités d'aujourd'hui ne sont pas nécessairement celles d'hier et que bien des certitudes sont relatives dans le temps et dans l'espace. C'est ce que font chaque jour les professeurs de physique-chimie, mais aussi de français, d'histoire-géographie et, bien entendu, de philosophie. Pourquoi le champ de la réflexion critique devrait-il être inaccessible aux élèves de Sciences économiques et sociales ? Paradoxalement, le refus d'un enseignement économique et social ouvert aux questions qui font débat pourrait s'avérer contreproductif eu égard aux objectifs poursuivis par l'Institut de l'entreprise, notamment celui d'élever la culture économique des Français. Refuser de laisser entrer le débat dans l'école, craindre la mise en perspective des différentes visions qui s'opposent sur telle ou telle question, c'est, dans le contexte actuel de concurrence entre sources d'information, ouvrir la voie à un appauvrissement dramatique de l'influence et de l'autorité de l'enseignement, en le déconnectant du monde dans lequel vivent les enfants. C'est risquer d'affaiblir un des rares lieux où se transmettent encore les valeurs de l'effort et du travail au service de la connaissance et de la recherche de la vérité.

Les critiques du monde universitaire sont différentes. Une large partie des universitaires, et notamment des économistes, peinent à comprendre qu'un enseignement secondaire de sciences économiques et sociales (SES) ne doit surtout pas être une propédeutique à l'enseignement supérieur de sciences économiques. Ils restent prisonniers d'une vision de l'enseignement pensé comme une accumulation de savoirs acquise comme on monte un mur, brique par brique, du simple au complexe. En fait, la transmission des connaissances suit des logiques bien plus complexes.

Au total, il est d'autant plus étonnant que les SES soient ainsi critiquées qu'elles concourent avec succès, depuis maintenant trente ans, à éveiller les jeunes aux réalités du monde où ils devront vivre comme citoyens et comme travailleurs actifs. L'enjeu est donc moins de réduire leur place, comme le proposait hier le ministre de l'éducation, que d'accroître l'importance accordée dans l'enseignement – et cela, dès le collège – aux questions économiques et sociales.

## **Débat<sup>7</sup> :**

### **Le citoyen est-il moins bien informé de nos jours ?**

L'un des participants établit une comparaison entre la période présente et la seconde moitié des Trente Glorieuses, au moment où, lors de la commission pour l'information économique du VI<sup>e</sup> Plan, un mouvement d'idées porté par les « sachants » et par les syndicats (notamment la CFDT) assimilait information et pouvoir. La conviction était alors qu'une participation accrue aux débats d'idées et un meilleur contrôle de l'information assureraient – dans le cadre de la planification indicative – un meilleur positionnement dans les négociations sociales. Ainsi, des citoyens bien informés seraient en mesure de déplacer les lignes. La recherche d'un langage commun, médiatisée par les nombreux participants aux commissions du VI<sup>e</sup> Plan, a contribué à un progrès important de la connaissance et de la perception des rouages de l'économie. Certes, tout cela n'allait pas sans conflits, par exemple autour de la contestation de l'indice national des prix à la consommation

---

<sup>7</sup> NDR : plusieurs des thèmes abordés au cours du débat ont été évoqués lors de différents « Cafés de la statistique ». Le lecteur intéressé pourra consulter, notamment, les comptes rendus des « Cafés » suivants : « Observation des prix et perception du consommateur » (21 février 2006), « L'indépendance de la statistique à l'égard du pouvoir politique » (16 mai 2006), « Peut-on se fier aux indicateurs ? » (14 novembre 2006), « Comment enseigner la statistique dans le secondaire ? » (12 décembre 2006), « Peut-on croire aux sondages politiques ? » (13 février 2007) et « La statistique dans les médias » (15 mai 2007). Ces comptes rendus sont accessibles en ligne sur le site de la SFdS ([www.sfds.asso.fr](http://www.sfds.asso.fr))

calculé par l'Insee<sup>8</sup>. La situation actuelle donne l'impression d'un recul de la connaissance économique et de la qualité de l'information relative à l'économie. Bien que l'enseignement de l'économie ait fait des progrès, et bien qu'il y ait des journalistes économiques très compétents, l'ensemble des journalistes apparaît moins averti qu'il y a quelques décennies des questions économiques, les cours de la Bourse étant pour nombre d'entre eux le sujet central... Comment mettre en relation le passé récent et les propos de l'intervenant ?

Certes, estime un autre participant, les débats de la commission pour l'information économique du VI<sup>e</sup> Plan étaient quelque peu élitistes, mais ils sont à l'origine de l'évolution dans les années soixante-dix, sous l'impulsion de Jean Ripert<sup>9</sup>, de la diffusion des résultats des travaux de l'Insee et de la mise en place des observatoires économiques régionaux.

Du point de vue de l'intervenant, les choses n'allaient pas véritablement mieux dans le passé. Le contexte a beaucoup changé et les représentations des acteurs de la vie de la cité sur le possible et le souhaitable ont, elles aussi, fortement évolué. Pourtant, la qualité des débats publics ne se dégrade pas ; ainsi, lors de la campagne électorale qui a précédé le référendum sur le Traité européen, les échanges au cours des multiples rencontres qui avaient lieu étaient de bon niveau. Par rapport au temps de la planification indicative, la complexité croissante du monde qui nous entoure, avec notamment la montée du poids de la finance dans la vie économique, ne doit pas masquer l'élévation générale du niveau culturel des citoyens.

### **Le citoyen sous la loupe**

Alors, le citoyen est-il informé ? bien informé ? mal informé ? trop informé ? ou, comme le dira malicieusement un participant, « bien mal informé ! ».

Le débat va se déployer entre deux visions du citoyen dans ses rapports avec l'information : l'une voit en lui un être qu'il faut éduquer (sinon rééduquer) pour le mettre en situation de comprendre ce qui se passe autour de lui, voire protéger contre un excès d'information ; l'autre le voudrait acteur essentiel de la définition des thèmes de l'information économique, dans la mesure où celle-ci devrait lui parler d'abord de ses préoccupations.

La première vision renvoie au problème de l'enseignement de l'économie, mais pas seulement. Ainsi, l'idée sera exprimée que le citoyen est, de fait, submergé par des flux d'informations mal canalisées et mal présentées qu'aucun lecteur ou auditeur ne maîtrise plus, déboussolé qu'il est par des médias devenus incapables de présenter une idée simple au moyen d'un tableau et friands d'interminables reprises de cours de Bourse sans utilité aucune si ce n'est celle de déclencher des réactions de masse à l'origine de cette volatilité des cours tant décriée par ailleurs<sup>10</sup>. A quoi s'ajoute la confusion créée par les interventions de piètre niveau des hautes autorités de l'Etat en matière économique. Mais cette idée que le citoyen serait trop (et donc mal) informé par la faute de locuteurs incompetents ne convainc pas. On peut être mal informé mais on n'est jamais trop informé ! Il appartient à chacun de gérer la contradiction entre sa boulimie et son indigestion d'information, sinon

---

<sup>8</sup> Les indices de prix alternatifs ont été abandonnés après l'accès de la gauche au pouvoir en 1981.

<sup>9</sup> Directeur général de l'Insee à l'époque, après avoir été commissaire-adjoint au Plan et avant de revenir au Plan en quittant l'Insee.

<sup>10</sup> Un participant objectera que la volatilité des cours doit beaucoup plus aux multiples ordres de Bourse préprogrammés sur ordinateur qu'à la réaction collective de boursicoteurs se précipitant chez leur courtier après avoir lu ou entendu les cours de Bourse.

il faut accepter l'idée d'une information soigneusement filtrée à l'usage du citoyen, ce qui s'appelle la censure. Les pouvoirs totalitaires sont tout acquis à ce type d'information. Rappelons-nous comment les autorités soviétiques prétendaient limiter la diffusion des « *samizdat* » en contrôlant les ventes de photocopieurs... La concurrence de l'offre d'information est bénéfique au citoyen, ce qui n'interdit pas à ce dernier de se protéger contre la multiplication des messages.

La seconde vision fait émerger l'image d'un citoyen qui s'informe et qui aimerait trouver dans l'information qui lui parvient celle qui correspondrait à ses véritables préoccupations. Force est de constater que la méthode descendante reste prédominante dans la définition des thèmes que l'information traite. Ainsi, les sondages auxquels l'homme de la rue est soumis lui imposent les questions. On ne lui demande jamais sur quoi il voudrait être informé. Pourtant, l'information pourrait être abordée en termes de besoins du corps social. Par exemple, le débat sur le partage des profits ou de la valeur ajoutée mériterait d'être éclairé par les expertises conjuguées des statisticiens, des économistes et des acteurs du mouvement social ; il faudrait pour cela des lieux d'expression des besoins et des médiateurs. Mais cette aspiration à recueillir le ressenti du peuple des citoyens pour en faire le cœur de l'information n'a-t-elle pas quelques relents de populisme ? Le magazine « Marianne », qui se veut à la place du lecteur, pratiquerait ainsi une sorte de populisme d'extrême-centre ! Mais le populisme consisterait à ne dire que ce que le citoyen voudrait entendre. En fait, pour éviter l'enfermement des « sachants », il faut parvenir à construire sur leur dialogue avec les lecteurs ou les auditeurs, dont le ressenti recouvre des réalités dangereuses à ignorer. Ainsi, lors de sa campagne présidentielle en 2002, Lionel Jospin mettait en avant son bilan favorable en matière d'emploi alors que la précarité croissante et la baisse du pouvoir d'achat étaient douloureusement ressentis. Ses propos sur l'amélioration de la situation ont été perçus comme insultants alors qu'un discours articulé sur les deux propositions « ça va mal – on a fait des choses » serait mieux passé. Sous le ressenti que l'euro a été à l'origine d'une forte hausse des prix et d'une baisse sensible du pouvoir d'achat, il faut savoir discerner l'effet des dépenses contraintes. Ainsi, au lieu d'être ignoré, le ressenti doit interpeller et amener à construire.

Tout cela illustre les rôles essentiels joués par l'enseignement et par les médias, et l'importance de la relation nouée entre ces derniers et les institutions qui les alimentent en informations statistiques et économiques. Déplorant le niveau jugé insuffisant de la formation du citoyen français en matière économique, quelqu'un suggérera que l'origine du mal tient à ce que la filière économique a capté les élèves qui n'étaient ni de bons littéraires, ni de bons scientifiques. Certes, beaucoup de parents, au sein des couches sociales aisées, ont tenu ce discours, d'autant que l'essor de la filière ES a accompagné l'accès de masse des nouvelles générations au lycée ; au point d'ailleurs de pousser dans la filière S des jeunes plutôt enclins à faire une carrière littéraire. Mais les représentations évoluent et on trouve aujourd'hui une bonne proportion d'élèves issus de la filière ES parmi les jeunes reçus aux concours de grandes écoles de commerce (même si certaines pratiquent un contingentement à l'entrée). La filière ES a, de fait, atteint un bon niveau. C'est plutôt la filière L qui pâtit d'une certaine désaffection. Au total, il est difficile de savoir si la culture économique de base du Français est plus ou moins étendue que celle des ressortissants des pays voisins, par exemple les Pays-Bas, alors que l'information économique diffusée au grand public est grosso modo la même au sein de l'Europe occidentale.

### **La responsabilité des médias est-elle en cause ?**

On ne saurait parler des médias comme d'un ensemble indifférencié. La presse écrite est, soit généraliste, soit spécialisée, et on ne peut comparer ces deux domaines sur le critère de la qualité de



l'information économique et sociale mise à la disposition du lecteur. La télévision n'offre pas encore de chaîne économique et l'Internet n'en est qu'à ses débuts comme organe d'information économique. De plus, ce paysage évolue très vite : les médias se veulent porteurs de divertissement au moins autant que d'information sérieuse. Le temps est révolu de la célèbre objurcation de tel directeur de journal (« Le Temps ») à ses rédacteurs : « Faites emmerdant ! ». La gratuité se répand, tant dans la presse écrite qu'à la radio (cf. le journal de BFM à toute heure). L'Internet se structure. Ainsi, à côté d'un quotidien sérieux comme « Les Echos » qui ne tire qu'à 110 000 exemplaires mais vit grâce à une publicité bien valorisée, BFM et e-télé changent les habitudes du consommateur.

A la différence du journal, qui est censé vous proposer une information qu'on n'a pas cherchée et vous accroche par ses titres et chapeaux, l'Internet serait un lieu où l'on va chercher une information précise. Mais, là aussi, les choses évoluent : il existe désormais des sites qui créent de l'empathie avec l'internaute et ont la même politique d'offre qu'un journal. Non seulement, par l'intermédiaire des « blogs », l'Internet multiplie les offres d'analyse mais, au surplus, il fournit un accès plus aisé aux informations primaires. De là vient, soit dit en passant, que les enseignants, les médecins et, demain peut-être, les statisticiens, perdent le monopole du savoir.

Bien sûr, ce monde des médias peut se laisser aller à la facilité. Pour revenir sur l'exemple des cours de la Bourse, l'intervenant cite l'anecdote de ce journaliste de France Inter qui ne manquait pas de citer en bonne place le score de la bourse de Tokyo « parce que c'est le matin et que ça change tous les jours » ! En pareil cas hélas rien n'est construit ni expliqué des liens entre les cours de bourse et l'activité économique ; la volatilité des cours fait le sujet, au prix trop souvent d'une surinterprétation infondée. A l'inverse, il ne s'agit pas de multiplier les papiers de spécialistes que personne ne comprendrait. Pour que leurs écrits aient quelque chance d'être lus et assimilés, des réunions préalables avec les destinataires de l'information, permettant d'entendre leurs préoccupations et de noter leurs questions, constituent un bon moyen de construire une information utile et de qualité. Cette prise en considération des points de vue des différents acteurs du jeu politique et social ne doit pas conduire à des comportements caricaturaux : on ne va pas demander au ministre ce qu'il pense du fait qu'on interroge le grand public par sondage sur tel problème ! Un citoyen actif dans sa recherche d'information pourrait porter un regard très critique sur les médias et les juger peu fiables ; pourtant, l'offre médiatique se diversifie, souvent à la suite d'études fines du lectorat, et on peut penser que coexistent aujourd'hui dans les médias une importante dimension de divertissement et une dimension de diffusion de connaissances économiques d'assez bonne qualité moyenne.

Comment discerner ce qui est important dans l'information sociale, s'interroge un participant ? « Social » est un mot polysémique, répond l'intervenant. L'économie est encadrée dans la société et dans son histoire : elle touche donc aussi le social. Les relations sociales sont plus aisées à circonscrire. Le social concerne aussi le vaste champ de la redistribution des revenus. Le rôle des médias est de rendre compréhensible les sujets qu'ils abordent, en particulier les sujets d'un haut degré de complexité technique. Le sujet des retraites est un bon exemple par sa difficulté et par l'ampleur des implications sociales qu'il comporte. Il appartient au journaliste de multiplier les angles et de faire progresser la compréhension du sujet par le lecteur. On est loin du tableau de chiffres ou du graphique simplifiés (parfois abusivement) pour faire passer une seule idée...

Comment rendre compte de l'écart entre l'information construite par le producteur de statistiques et l'information restituée par les médias, demande un participant ? Pour l'intervenant, une action en recherche de responsabilités serait peu intéressante ; il est clair qu'elles sont partagées. On ne saurait

généraliser de part ni d'autre : il existe des médias qui font bien leur travail, sous leurs propres contraintes de temps, de hiérarchisation de l'information et d'inévitable « mousse » autour de l'information. Il existe aussi une responsabilité de l'émetteur de chiffres dans l'utilisation qui en sera faite. Parfois, c'est la conception même de l'indicateur chiffré qui peut avoir des effets pervers, comme on l'a vu dans la mise en œuvre des actions d'évaluation menées dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

### **Et que penser de la responsabilité des statisticiens ?**

Grands pourvoyeurs de chiffres et d'analyses, les statisticiens et les économistes ne sont pas non plus à l'abri de toute critique. Vus par les professionnels des médias, leurs travaux présentent quelques défauts gênants : mauvaise couverture de certains champs ; approches trop fréquentes par la moyenne (où se situent le premier et le dernier décile ?) ; publications trop tardives (aux Etats-Unis, on n'hésite pas à publier tôt, quitte à corriger ensuite), au point de venir trop tard pour éclairer des débats politiques majeurs (ainsi des résultats de l'étude de 1999-2000 montrant la baisse de la pauvreté en France mais disponibles seulement après les élections présidentielles de 2002 ; ou encore de l'indisponibilité des chiffres sur l'emploi au moment des mêmes élections). A quoi il s'ajoute que le métier de statisticien se répand dans de multiples institutions, notamment privées. On forme donc beaucoup de statisticiens, mais tous ne sont pas également bons ni également scrupuleux : les biais et marges d'erreur dont s'accompagne toute production statistique sont trop rarement évoqués et commentés quand les résultats sont présentés.

Par ailleurs, en France, l'Insee tient beaucoup à son statut de producteur de statistiques et de producteur de commentaires. Pourquoi pas ? Mais cette dualité devrait s'accompagner d'un pluralisme accru des sources du commentaire, surtout que notre pays, on l'a vu, n'a pas pléthore de journalistes compétents en économie. En fait, ces derniers ont besoin d'une matière prémâchée mais de manière pluraliste. Certes, les services statistiques des ministères ont fait de gros efforts ces dernières années avec leurs 4-pages synthétiques et leurs sites sur l'Internet, mais trop souvent encore les accès à ceux-ci et les conclusions de ceux-là laissent à désirer. Au demeurant, un exemple concret évoqué en séance montrera la difficulté du dialogue entre les statisticiens et les médias. Une étude sur des données fiscales avait montré que les revenus des médecins étaient en moyenne sous-estimés, mais qu'ils l'étaient inégalement selon les spécialités, en conséquence de quoi une comparaison entre les spécialités n'était pas pertinente. Cela a été très difficile à faire admettre. Est-ce parce que le statisticien a été maladroit dans sa présentation des choses ou parce que le journaliste n'avait pas le bagage technique nécessaire ?

Quant à l'indépendance de la statistique publique française, elle mériterait d'être affermie, comme l'ont montré les débats au cours du séminaire organisé sur ce thème le 15 décembre 2008 par la SFdS à l'Assemblée nationale<sup>11</sup>. A cet égard, les textes récemment publiés<sup>12</sup> peuvent laisser le citoyen sur sa faim.

Cela dit, on voit bien aussi que pas mal de dimensions du problème de la relation entre les médias et les statisticiens échappent à ces derniers. Entre le ressenti et le mesuré (sur l'euro, sur les prix, sur le pouvoir d'achat), dès que les statisticiens perdent la main par déficit de communication, il leur est

---

<sup>11</sup> Les actes du séminaire sont accessibles en ligne sur le site de la SFdS, dans la page du groupe Statistique et Société : <http://www.sfds.asso.fr/ressource.php?fct=ddoc&i=354>.

<sup>12</sup> Article 144 de la loi 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, qui institue une Autorité de la statistique publique ; décret n° 2009-250 du 3 mars 2009 relatif à l'Autorité de la statistique publique.

impossible de la reprendre. Or, le temps nécessaire pour produire la mesure donne un avantage certain à la rumeur, au demeurant toujours dotée d'une force d'impact plus grande qu'une information objective, comme on le voit bien sur le thème de l'insécurité. En outre, tout au long de la chaîne allant du producteur de statistiques aux médias, aux enseignants, aux citoyens, etc., différents pouvoirs – au premier chef le pouvoir politique – ont une capacité d'intervention susceptible d'entraîner une véritable désinformation.

La nature de l'information appelle aussi des distinctions : dans l'offre de plus en plus concurrentielle d'information, il existe une dichotomie de fait entre le conjoncturel et le structurel. L'offre d'information conjoncturelle prolifère, notamment en provenance des institutions financières (banques, assurances), ce qui n'empêche pas l'émergence de consensus. L'intervenant observe, à ce sujet, que cette abondance s'accompagne trop souvent d'une insuffisante séparation entre le constat et la prévision, ce qui expose le journaliste – toujours pressé – à un risque de virtualisation, l'information finissant par être déconnectée de la réalité. Dans le domaine du structurel, on prend davantage son temps et les positions des médias spécialisées sont moins consensuelles.

De même, le statisticien n'a guère de prise sur le temps propre à chaque acteur de la vie économique et sociale ni sur les éventuels écarts de temporalité entre ces acteurs. Quand le statisticien produit une mesure de l'emploi à un rythme annuel ou trimestriel, les marchés rêvent d'une publication plus fréquente pour en tirer les matériaux d'un jeu à la hausse ou à la baisse. Ou bien : que signifie une évolution en un an si on ne la retrace pas dans une vision longue ? Ou encore : comment faire admettre qu'une information qui vient d'être publiée et qui a été construite à partir de données collectées deux ans auparavant est une information fraîche ? Mais le statisticien a lui aussi ses blocages : à la fin des années 1970, pour son rapport de synthèse "*Les revenus des Français*", face à des statistiques remontant à deux ans voire davantage, le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) avait, en prolongeant les tendances et combinant des indicateurs, opté pour une actualisation à laquelle l'Insee se refusait.

Cela dit, la statistique officielle n'émane pas que de l'Insee et des services statistiques des ministères, et il serait inexact de penser qu'elle mesure directement les faits sociaux. Les statistiques mensuelles du nombre de demandeurs d'emploi sont de la responsabilité de l'Agence nationale pour l'emploi (aujourd'hui du Pôle emploi) et sont utilisées pour apprécier le niveau du chômage. Les statistiques annuelles de la délinquance sont établies par la Police judiciaire à partir des faits qu'elle constate et sont utilisées (abusivement) pour apprécier le niveau de l'insécurité dans le pays.

En dépit de ces imperfections, les statisticiens font émerger par leurs travaux une lecture de la réalité que le citoyen doit aborder avec un esprit critique. Les représentations mentales des uns et des autres n'appellent aucun anathème mais un patient effort de réconciliation des approches pour circonscrire et si possible résorber les contradictions mises en évidence. Les médias ont ici un rôle social important à jouer.



## Annexe

### Panorama du traitement des questions économiques et sociales par les médias

*Philippe Frémeaux*

#### ***Presse quotidienne économique et financière de qualité destinée aux professionnels (Les Echos, La Tribune).***

Elle propose une information pertinente pour les chefs d'entreprise, cadres supérieurs des milieux bancaires et financiers, mais aussi tous les décideurs politiques et syndicaux. L'information y est factuelle, souvent de qualité, et même si son ton et ses préoccupations sont celles des acteurs dominants, une des conditions de perpétuation de leur pouvoir est précisément d'être mieux informé que les autres... Le lectorat de cette presse est en développement, grâce notamment à cette qualité, et prend des parts de marché aux quotidiens généralistes. *Les Echos* assurent ainsi souvent une meilleure couverture des négociations sociales que *Le Monde*. Concurrencés par la presse internationale sur la macro-économie et l'actualité internationale (*Financial Times* notamment). *Les Echos* sont restés bénéficiaires en dépit d'une diffusion qui demeure limitée ; les coûts de production du journal sont compensés par d'importantes recettes de publicité, notamment financière.

#### ***Presse magazine économie/management (Entreprise, L'Expansion)***

Elle propose une information plus idéologique, militante, autour des valeurs de l'entreprise et de la professionnalisation de son management, du marketing et de l'analyse stratégique. Née de la professionnalisation de la fonction de cadre tertiaire dans les années soixante (parallèle au développement des écoles de commerce et du groupe des managers), elle a essentiellement un lectorat de cadres supérieurs du privé.

#### ***Presse magazine financière (Investir, Mieux vivre, Le revenu)***

Elle répond aux besoins de la « veuve de Carpentras ». Centrée sur le portefeuille de ses lecteurs mais surtout machine à empocher de la publicité financière des annonceurs qui cherchent à séduire le chaland. La qualité d'information est discutable, la dépendance à l'égard de la publicité très forte. Cette presse a souffert du dégonflement de la bulle Internet au début des années 2000, mais compte de nombreux lecteurs.

#### ***Presse magazine économique grand public (Capital et Challenges)***

Ces titres proposent une information qui veut rompre avec la connivence de la presse magazine économique militante. Ils fournissent à leurs lecteurs les mêmes services que la presse grand public financière. Ils ont su tirer parti de la massification du nombre de cadres intermédiaires dans le privé (et dans le public), cadres qui ne s'identifient pas aux directions, mais qui n'ont pas non plus de culture « collective » d'appartenance au salariat. Ils flattent l'individualisme supposé du lecteur, à la manière de la presse people, sur un mode « révélations » et « services » : la Une de *Capital* comporte toujours quelques « vous » (vos placements, votre immobilier). On trouve là une information très magazine, à la recherche du scoop, frappant parfois tous azimuts.

Ces titres ratissent large et comptent parmi leurs lecteurs aussi bien des cadres que des étudiants, car leur information macro-économique et leurs dossiers sont souvent bien faits, au-delà du ton accrocheur qui est le leur.

*Alternatives Economiques* peut, d'un certain point de vue, être rattaché à cette famille, en ce sens que c'est un magazine spécialisé dans l'économie et le social et destiné au grand public. *Alternatives Economiques* ne se pense cependant pas comme un magazine économique, mais plutôt comme un « newsmagazine » spécialisé dont l'objectif est de donner au citoyen les outils pour comprendre les questions économiques et sociales, en concurrence avec une presse économique aux discours convenus et en complément d'une presse d'informations générales qui ne joue pas suffisamment son rôle dans ce domaine.

### ***Presse quotidienne d'informations générales (Le Monde, Libération, Le Figaro, etc.)***

L'économie y est traitée trop souvent selon une approche politique, au sens qu'on donne à ce mot dans la presse quotidienne (c'est-à-dire les joutes politiciennes), et au détriment d'une information économique et sociale politique au sens fort (par exemple : le salaire médian des femmes demeure inférieur de 30 % à celui des hommes). Les analyses sont aujourd'hui très souvent liées à l'agenda politique et aux effets des dossiers économiques sur la position de tel ou tel responsable.

Parallèlement, le souci de répondre à la concurrence des quotidiens spécialisés et des périodiques spécialisés s'est traduit par la multiplication des rubriques « services » et « bourse-entreprises » coupées de tout jugement de valeur sur l'économie. On peut ainsi trouver dans le même numéro d'un quotidien du soir un article dénonçant politiquement le gouvernement parce qu'il cède à la pression des marchés et un article analysant pourquoi tel groupe doit absolument dégraisser pour rétablir son cours de bourse et enfin un supplément conseillant la meilleure Sicav. Le mélange d'impertinence et de recherche du scoop politique, de consensus autour de l'économie de marché et de volonté de concurrencer les « magazines de services » rend au final peu lisible le message donné par une partie de la presse quotidienne.

### ***Presse magazine d'informations générales (L'Express, Le Nouvel Observateur, Le Point, Marianne)***

Les années 80 ont conduit ces titres à donner plus de place à l'économie sur un mode souvent « saga », la notoriété prise par les « managers » en faisant de nouveau héros. Elle a ainsi contribué à la glorification de la figure des Messier et autres. Ces titres ont embauché des transfuges de la presse magazine économique. L'économie y est le plus souvent traitée comme un spectacle, une lecture du week-end et, quand les enjeux deviennent vraiment importants, elle se retrouve dans les pages actualité, avec un traitement plus politique. La dimension service est également prise en compte (Retraites : ce qui va vous arriver / Les salaires des cadres !!!).

### **Radios**

A côté de radios spécialisées (Radio Classique, BFM) qui se rapprochent des quotidiens économiques par leur mode de traitement de l'information (information sérieuse mais formatée pour des décideurs économiques), les radios généralistes d'information (France Inter, Europe 1, etc.) se caractérisent par la place relativement faible donnée à l'économie et surtout par son cantonnement dans une sphère souvent techniciste et financière. Qui s'intéresse à l'économie s'intéresse d'abord à la bourse. Au-delà d'un Jean-Marc Sylvestre, qui tend à se caricaturer lui-même, la plus grande partie des journalistes dits économiques tiennent dans les médias audiovisuels un discours explicatif qui prend rapidement un tour d'objectivation des « contraintes ». Les débats autour de questions économiques et sociales sont généralement peu contradictoires et rassemblent des économistes qui, eux-mêmes, sont de manière dominante du côté du « consensus ».

Au fond, l'économie est un lieu à part, pour gens sérieux, pour dominants, et la « vraie » information est politique. Et, quand l'information doit prendre un tour économique, les journalistes non spécialisés qui la traitent font souvent preuve d'une faible compétence et répètent poncifs et

lieux communs (qui peuvent alternativement relever du néolibéralisme le plus échevelé à une version caricaturale de l'antimondialisme le moins nuancé). Enfin, le panorama des radios se caractérise par la quasi-absence d'émissions spécialisées sur des thèmes économiques et sociaux et le faible nombre d'émissions généralistes qui traitent de ces thèmes occasionnellement.

## **Télévision**

Le constat est voisin de celui qui vient d'être fait pour la radio : cantonnement de l'économie auprès de spécialistes aux préoccupations d'abord macro-financières, absence de traitement des thèmes concernant les trains qui n'arrivent jamais à l'heure, sauf accident majeur (AZF pour la sécurité, plan social majeur pour les licenciements). L'économie concrète, celle qu'on vit au travail tous les jours, c'est ennuyeux. La télévision est d'abord un instrument de divertissement, reconnaissent en privé les journalistes de l'audiovisuel : l'information doit divertir, étonner, parler de ce qu'on ne connaît pas, ou de ce qui réveille les passions plus ou moins saines du téléspectateur. Ainsi les magazines d'actualité se concentrent-ils sur l'international, les « questions de société » et le triangle infernal sexe, argent, violence.

L'émission Capital a constitué, dans cette perspective, un nouveau genre, proche au fond du magazine du même nom (dont elle est totalement indépendante), en s'adressant au même public, sur un mode voisin, avec un vrai goût pour l'enquête et l'impertinence (même si les sujets ont progressivement dérivés vers un genre « paillettes » cultivant la fascination du public pour la réussite économique). L'essor de chaînes d'information spécialisées sur la TNT, destinées à un public des catégories sociales supérieures, comme i-Télé ou BFM TV, change également la donne en proposant une information proche par son contenu des radios ou quotidiens économiques spécialisés. L'intégration du quotidien la Tribune dans le groupe BFM est d'ailleurs source de synergies rédactionnelles.

